



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

compensation financière entre régimes

Question écrite n° 5296

Texte de la question

M. Pierre-André Wiltzer appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur une disposition du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 visant à modifier les règles de compensation entre le régime général et la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN). Conformément aux mécanismes de compensation instaurés par la loi du 24 décembre 1974, la CRPCEN verse chaque année 3 % de ses cotisations totales et 10 % de ses cotisations maladie au régime général, participant ainsi à l'effort de solidarité nationale, et concourant notamment au rééquilibrage des régimes spéciaux gravement déficitaires. Couvrant, grâce à une gestion rigoureuse, 100 % de ses prestations avec ses fonds propres, la CRPCEN ne saurait supporter le brusque triplement de sa contribution au régime général. Si elle était maintenue, une telle disposition, qui n'a fait l'objet d'aucune concertation préalable, serait considérée comme une ponction particulièrement injuste et pénalisante par les quelque 40 000 salariés affiliés à la CRPCEN. C'est pourquoi, sauf à l'accompagner, en corollaire, d'une mesure garantissant la pérennité du régime de la CRPCEN et de ses prestations, il lui demande de bien vouloir reconsidérer cette disposition du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Texte de la réponse

Les règles de compensation bilatérale maladie entre le régime général et les régimes spéciaux visent à instaurer des mécanismes de solidarité permettant de neutraliser les écarts de situations démographique et les différences de paramètres réglementaires (cotisations et prestations) entre régimes. Les règles de la compensation bilatérale maladie entre le régime général et celui des clercs et employés de notaires étaient, jusqu'à l'intervention de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998, calculées selon des règles dérogatoires par rapport à celles appliquées aux autres régimes spéciaux, qui se limitaient à la compensation des écarts démographiques entre régimes et ne tenaient pas compte de la capacité contributive des assurés. La loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 étend en toute équité à la CRPCEN les règles de droit commun appliquées par l'ensemble des autres régimes spéciaux (SNCF, RATP, marins, mineurs et Banque de France) en matière de compensation avec le régime général. Ces règles consistent simplement à replacer la CRPCEN, pour le calcul de la compensation, dans des conditions de fonctionnement analogues à celles du régime général. Si, dans de telles conditions, le solde des recettes et des dépenses de la CRPCEN s'avère positif, il sera versé au régime général. Dans le cas inverse, c'est la CRPCEN, qui bénéficiera d'un versement du régime général. On notera que, toutes compensations confondues (compensation généralisée vieillesse, compensation spécifique vieillesse, compensation généralisée et bilatérale maladie), la CRPCEN reste créditrice en termes de transferts financiers avec d'autres régimes. Par ailleurs, les réserves de la CRPCEN s'élèvent actuellement à 3,4 milliards de francs. La mesure adoptée ne menace donc par la pérennité du régime, ainsi que le souligne le rapport annexé à la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998. Enfin, en concertation avec les pouvoirs publics, le conseil d'administration de la CRPCEN, a récemment mis en place un groupe de travail chargé d'établir un diagnostic de la situation du régime et d'étudier les voies et moyens susceptibles d'assurer à long terme le maintien d'une protection sociale de haut niveau pour les clercs et employés de notaires.

Données clés

Auteur : [M. Pierre-André Wiltzer](#)

Circonscription : Essonne (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5296

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 octobre 1997, page 3643

Réponse publiée le : 25 mai 1998, page 2872